

toujours plus grand, toujours mieux établi, toujours plus productif. Des fermes, des chantiers, des usines de toutes sortes desservent la production avec une telle profusion que le problème capital de nos hommes d'affaires, c'est de chercher des marchés sur tous les continents pour écouler les produits. A travers tout cela, des cerveaux sortis de nos maisons d'enseignement inventent continuellement de nouveaux moyens de produire davantage, tout en diminuant le travail. Tous les moyens possibles sont utilisés pour offrir tout ce qu'il faut pour vivre.

Nous sommes pourtant en face d'une situation où un bon pourcentage de nos familles en arrachent beaucoup pour se nourrir, pour s'habiller, pour se loger et se soigner convenablement. Tous nos savants politiciens, ou du moins ceux qui croient l'être, ne sont même pas capables de trouver un moyen pour distribuer l'abondance qui existe et qui pourrait être augmentée si tous les citoyens avaient l'avantage de travailler, au lieu d'être obligés de chômer, à cause du système mal équilibré.

Aujourd'hui, pour la majorité des individus et des familles, le moyen de vivre dépend du salaire, et le salaire dépend de l'emploi. Il est évident qu'aussitôt que l'emploi cesse, le salaire disparaît. Les individus et les familles sont donc dans les privations, sans aucune cause de leur part. Misère imméritée, selon Pie XI, vie économique horriblement dure, implacable et cruelle!

Je crois que nous ne nous arrêtons pas assez à penser à la valeur réelle des choses. S'il n'y avait que des banques dans tous les coins du pays, pas de fermes; des banquiers, mais pas d'ouvriers, ni de cultivateurs; des coffres-forts dans les voûtes des banques, mais pas un sac de farine ou de pommes de terre, pas une livre de viande, de fromage ou de beurre, personne ne viendrait vivre en ce pays. Malgré ces banques, personne n'y demeurerait plus longtemps qu'il peut rester sans manger.

La confiance dans un pays, le crédit réel d'un pays, vient de ceux qui contribuent de quelque manière à y faire naître des biens, de ceux qui travaillent, de ceux qui instruisent, de ceux qui inventent, de ceux qui élèvent des familles, de ceux qui rendent des services.

La base du crédit, ce qui fait la valeur réelle de l'argent, c'est la production du pays; ce sont tous des facteurs qui contribuent à entretenir ou hausser cette production.

Ces facteurs-là, on les trouve dans la société organisée, dans l'existence de moyens de production, et non pas dans les banques.

Ce sont tous les membres de la société, tenant compte de l'organisation de la vie en [M. Dionne.]

société, qui permettent de recevoir des autres et d'offrir aux autres; le véritable crédit d'un pays est donc un crédit éminemment social.

C'est d'ailleurs sur ce même crédit que les provinces et les nations ont pris l'habitude de signer les obligations qu'elles demandent aux banquiers de transformer en crédit-monnaie.

Malheureusement, aussitôt que les banques ont transformé ce crédit-là en crédit-monnaie, pour les gouvernements ou pour les industriels, les banquiers le traitent comme si c'était leur propriété. Ils le prêtent et ils gardent les obligations, les billets des emprunteurs en garantie, leur donnant droit de saisir la base même du crédit, les moyens de production, si les emprunteurs ne rapportent pas aux banquiers avec profit le crédit que les producteurs ont bâti, mais que le banquier a monnayé seulement.

Selon nous, c'est une prostitution du crédit du pays pour en faire une dette sur le dos du pays.

Comment se fait-il que le gouvernement commande, par sa législation, aux fonctionnaires de l'impôt sur le revenu de déduire du salaire du travailleur tel ou tel montant et qu'il ne semble pas capable de commander à quelques détenteurs de chartes de banques de créer le crédit en accord avec la richesse réelle? Comment se fait-il que le gouvernement du pays continue à se plier aux exigences du système financier, lui qui devant gouverner de haut est rendu au rang de valet des intérêts privés.

Je crois qu'il est tout à fait dans l'ordre et approprié de citer ici un passage mentionné dans l'encyclique *Quadragesimo Anno* par la plus haute autorité doctrinale au monde.

● (9.20 p.m.)

Voici ce qu'écrivait le Pape Pie XI sous le titre: «La dictature économique a succédé à la libre concurrence.»

Ce qui à notre époque frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui, d'ordinaire, ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré.

Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique.

Il est sans doute intéressant de constater que certaines démonstrations aient lieu à l'occasion d'anniversaires d'encycliques; cependant, l'important, je crois, est de mettre en pratique les recommandations qu'elles contiennent.

Si les politiciens, bien payés à même les taxes du peuple, se contentent de suivre les